

# **Politique social genrée et transformatrice en Afrique post-COVID-19 (GETSPA)**

## **APPEL A PROPOSITIONS**

L'Institut des Etudes Africaines (IAS) de l'Université du Ghana, avec le soutien financier de Open Society Institutes of Africa, lance un appel à propositions pour la recherche multi-pays pour étudier les trajectoires, les processus et les résultats de l'élaboration des politiques sociales en Afrique depuis la période coloniale. Au fil des années, les politiques sociales ont souvent été reléguées à une catégorie résiduelle dans l'élaboration des politiques. Toutefois, l'expérience récente de la COVID-19 montre que les interventions stratégiques en période de crise reposent habituellement sur des politiques sociales pour améliorer la condition humaine.

La COVID-19 a montré que, bien que les crises mondiales à plusieurs niveaux touchent tous ceux qui vivent sur la planète, les réponses et les impacts sont très différenciés et exacerbent les inégalités entre les sexes, les classes sociales et les inégalités spatiales. Partout en Afrique, les travailleurs des zones rurales et urbaines qui occupent des emplois précaires sont confrontés à des défis existentiels en raison de la contraction des économies et des limites liées aux réponses des états. Ces défis sont sexospécifiques. Des mesures telles que le confinement et la fermeture des lieux de travail, des établissements d'enseignement et des lieux de loisirs et d'engagement social ont souligné l'importance des activités de reproduction.

La situation liée à la COVID-19 a aussi considérablement souligné l'écart salarial entre les sexes, la segmentation du travail rémunéré selon le sexe et le fardeau du travail de reproduction et de soins pour les femmes. Il y a aussi de nouvelles preuves d'une augmentation importante de la violence fondée sur le sexe. En outre, les inégalités de genre, de classe et d'espace dans l'accès à l'éducation se sont mis en évidence de plusieurs façons, y compris sous forme de menace d'une augmentation des taux d'attrition dans l'éducation. En ce qui concerne la santé, il y a des risques que les dépenses consacrées à la santé reproductive et à d'autres problèmes de santé publique soient sacrifiées aux dépenses liées à la COVID-19. Un tel changement d'orientation pourrait avoir des répercussions négatives sur la mortalité et la morbidité des mères et des moins de cinq ans. Cela pourrait aussi entraîner une augmentation du fardeau lié aux soins rémunérés et non rémunérés fournis par les femmes aux malades en tant qu'agents de santé de première ligne et dans leur propre ménage.

Les réponses aux effets socio-économiques de la COVID-19 de la part des institutions étatiques – telles que les subventions d'eau et d'électricité pour les ménages pauvres, le soutien aux entreprises et le renforcement des programmes de protection sociale ciblant les pauvres - ont exposé les possibilités et les limites de la politique sociale telle qu'elle est actuellement formulée et conduite. Au fil des années, les spécialistes du développement social se sont surtout intéressés aux programmes de protection sociale ou aux secteurs tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, l'emploi et le logement. Une grande partie de la discussion a porté sur les questions d'accès et de qualité. Encore peu d'études de ce genre adoptent une perspective d'équité entre les sexes et presque aucune ne s'intéresse aux dimensions de politique économique du développement social. Tout-ci, couplé à une pénurie d'expertise en politique sociale en Afrique, crée un besoin impérieux de repenser la politique sociale et de

construire des groupes d'appui qui travaillent pour le changement dans les philosophies et les approches de la politique sociale.

**C'est dans ce contexte que cet appel s'intéresse à la compréhension des propositions de cadrage et de valeur qui sous-tendent la politique sociale; des hypothèses sur le rôle de l'état, des marchés et de la société (la famille et la communauté); de l'interface entre les politiques sociales et économiques; et les résultats de développement socio-économique de la politique sociale, en particulier en termes de genre, de classe et d'inégalités spatiales.**

Le projet espère construire, à partir des résultats de cette recherche initiale, un réseau et un programme de et des groupes d'appui en vue de la réalisation d'un programme de politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre pour le développement de l'Afrique.

Le projet prend comme point de départ la définition étendue de la politique sociale de Mkandawire

A savoir : "les interventions collectives ayant une incidence directe sur le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales.... concernés par les effets redistributifs de la politique économique, la protection des personnes contre les aléas du marché et les conditions changeantes telles que l'âge, le renforcement du potentiel productif des membres de la société, et la conciliation du fardeau de la reproduction avec celui d'autres tâches sociales. Les sociétés prospères ont confié toutes ces tâches aux politiques sociales, bien que la pondération des tâches ait varié d'un pays à l'autre et au sein de chaque pays, d'une période à l'autre".<sup>1</sup>

La politique sociale concerne donc le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales et a une valeur à la fois instrumentale et intrinsèque ou normative. Cette approche de la politique sociale fournit un cadre et un outil pour évaluer la politique sociale en Afrique.

Le projet localise ses études nationales dans les contextes socio-économiques des pays, les régimes de protection sociale et les priorités de la politique sociale pour assurer l'applicabilité la plus large des conclusions et recommandations du projet. Malgré l'homogénéisation croissante des instruments de politique sociale, il existe des différences significatives dans les contextes socio-économiques et les régimes de bien-être social en Afrique qui ont influencé les processus et les résultats de la politique sociale.

En outre, le projet considère l'égalité des sexes et la transformation des hiérarchies des sexes comme une préoccupation primordiale. Il s'agit de remédier au manque d'intérêt pour la nature sexospécifique des régimes de politique sociale et les inégalités entre les sexes dans le développement social dans l'ensemble des régimes de politique sociale. Bien qu'il existe de plus en plus d'instruments de politique sociale qui ciblent les femmes et dont elles tirent des avantages sociaux, ceux-ci ne remettent pas nécessairement en question les hiérarchies entre les sexes et peuvent les renforcer activement. La négligence des questions de genre dans la politique sociale se manifeste par des hypothèses non examinées sur la famille et le ménage, et par le manque d'attention à la segmentation de l'emploi selon le sexe et aux normes

---

<sup>1</sup>Mkandawire, Thandika. 2011. Les régimes d'aide sociale et le développement économique : Comblent l'Ecart Conceptuel». Pp. 149-171 dans *Overcoming the Persistence of Poverty and Inequality*, Edité par Valpy Fitzgerald, J. Heyer et R. Thorp. Basingstoke: Palgrave; Voir aussi Adesina, Jimi O. (2011), *Beyond the social protection paradigm: social policy in Africa's development*. Revue canadienne d'études sur le développement, vol. 32, no 4, p. 454-470

problématiques de genre qui sous-tendent le travail rémunéré et non rémunéré et la reproduction sociale. Le fait de combler ces lacunes dans l'élaboration des politiques et la littérature sur les politiques soulève des questions cruciales pour le développement économique et social dans le débat sur la politique sociale.

### **Objectifs du projet**

**L'objectif primordial de ce projet est la transformation des discours, des approches et des cultures de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques sociales afin d'établir des approches de politique sociale équitable et transformatrice en Afrique.**

Les objectifs du projet sont:

- Cartographier le paysage actuel de la politique sociale et ses éléments, opportunités et défis.
- Comprendre l'interface entre les politiques sociales et économiques des pays africains.
- Identifier les approches positives de la politique sociale en Afrique et dans les pays du Sud, en expliquant pourquoi et comment elles fonctionnent, et leur potentiel de reproductibilité.
- Concevoir un cadre pour une réorientation de la politique sociale.
- Développer une nouvelle génération de chercheurs dédiés à la politique sociale.
- Habilitier les groupes d'appui à lutter pour une politique sociale transformatrice.
- Dialoguer avec les décideurs et promouvoir le changement social par une politique sociale transformatrice.
- Constituer une base documentaire sur les approches alternatives à la politique sociale.

### **Questions de recherche**

Les questions de recherche qui guident cet appel à propositions sont:

1. Comment la politique sociale a-t-elle été conceptualisée et élaborée à différentes époques depuis la période coloniale? Plus précisément, quels enjeux ont été priorités et quels changements au fil du temps? Quelles politiques sociales ont été les plus déterminantes dans la trajectoire des pays étudiés, et pourquoi ?
2. Qu'est-ce qui explique les choix de politique sociale faits dans différents pays et comment ces trajectoires politiques ont évolué au fil du temps?
3. Quel est l'état actuel de la politique sociale et quels sont ses fondements, ses caractéristiques et ses instruments dominants? Comment abordent-elles les fonctions clés de la politique sociale, c'est-à-dire la production, la reproduction sociale et la reproduction de l'économie des soins, la redistribution, la protection et l'intégration sociale?
4. Comment les politiques sociales conçoivent-elles actuellement le rôle de l'état, du marché et des institutions sociétales? Comment les politiques sociales interagissent-elles et connectent avec les politiques économiques?
5. Quelles sont les implications de la politique sociale pour des groupes sociaux particuliers et pour les inégalités liées au genre, à la classe et à l'espace, ainsi que pour le développement économique et social?

6. Comment la COVID-19 a-t-elle influencé l'état actuel de la politique sociale, et lesquelles de ces influences sont susceptibles d'être durables et prometteuses pour la transformation de la politique sociale?
7. Quelles recommandations de changement découlent de l'état actuel de la politique sociale et de ses répercussions?

### **Groupes de pays du projet**

Il s'agit d'un projet d'étude multi-pays conçu pour apprendre des expériences d'autant de pays africains que possible afin de permettre une analyse comparative efficace et un dessin créatif. Par conséquent, le projet est axé sur dix groupes de pays basés sur la contiguïté et les caractéristiques communes. Les groupes de pays sont :

- i. Guinée, Sierra Léone et Libéria
- ii. Sénégal, Mali, Mauritanie
- iii. Ghana et Nigéria
- iv. Côte D'Ivoire, Bénin et Burkina Faso
- v. Égypte, Tunisie et Maroc
- vi. Éthiopie, Soudan et Djibouti
- vii. Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda
- viii. RD Congo, Gabon et Cameroun
- ix. Angola, Mozambique, Cap Vert et Guinée Bissau
- x. Afrique du Sud, Iles Maurice et Zambie

### **Conditions de candidature**

Les chercheurs intéressés doivent orienter leurs propositions de recherche vers l'un des groupes de pays énumérés ci-dessus.

Les chercheurs intéressés sont encouragés à constituer des équipes de recherche multidisciplinaires composées de 2 ou 3 chercheurs, idéalement avec des représentants de différents pays étudiés par le groupe. L'équipe devrait avoir un responsable clairement identifié avec qui le projet passera un contrat à des fins administratives.

Les propositions sont acceptées en anglais ou en français. Le GETSPA n'est malheureusement pas en mesure de travailler dans plus de deux langues. Cependant, il est prévu la mise à disposition de certains résultats du projet en portugais.

Les propositions doivent s'engager à analyser (i) les trajectoires historiques de la politique sociale, (ii) à utiliser une large définition de la politique sociale au-delà de l'accent actuel mis sur la protection sociale, (iii) décrire les implications de la structure des économies et des

approches dominantes de la politique économique sur la politique sociale, et (iii) analyser la nature sexospécifique des politiques sociales dans les groupes de pays choisis.

### **Format des propositions**

Les propositions doivent fournir un résumé suffisamment détaillé et un aperçu préliminaire de la recherche proposée. La proposition ne doit pas dépasser 4 000 mots. Elle doit être à la taille 12, police Times New Roman et contenir les informations suivantes:

- nom, affiliation et coordonnées du chercheur principal
- nom et affiliation des autres chercheurs
- un résumé (max 250 mots)
- un bref énoncé des problèmes et l'amélioration des questions de recherche
- une brève note sur l'approche méthodologique proposée, basée sur les questions de recherche
- une liste des domaines de politique sociale spécifiques qui intéressent les chercheurs
- un aperçu des sources d'information préliminaires identifiées
- une liste des intervenants potentiels à mobiliser dans le cadre du projet
- un bref énoncé des groupes d'appui du projet ainsi que des activités de plaidoyer envisagés
- un plan de travail du projet (diagramme de Gantt)
- un plan provisoire du rapport de recherche
- un bref CV de deux pages et une liste des principales publications de chaque chercheur (ne compte pas pour le nombre de mots proposés)
- un budget et une ventilation budgétaire.

### **Portée du financement du projet**

Le budget disponible par groupe de pays pour cette année s'élève à 39 000 USD (jusqu'à 18 000 USD pour les honoraires; 9 000 USD pour la collecte de données et autres frais de recherche; et jusqu'à 12 000 USD pour la diffusion nationale, y compris les frais de traduction du rapport final de recherche, de constitution de groupes d'appui et d'activités de plaidoyer dans les pays d'étude). Le financement des activités futures sera mobilisé au cours de cette année et dépendra de la réussite des activités de la première année.

### **Termes de Référence des équipes de recherche nationales sélectionnées**

Les équipes de recherche retenues seront chargées de:

- Entreprendre des recherches et produire un rapport de recherche sur la base des questions de recherche et de l'approche méthodologique décrite dans leur proposition.
- Travailler en équipe pour exécuter le projet avec rigueur scientifique et dans le respect du calendrier du projet, et fournir des résultats de haute qualité.
- Produire au moins trois blogs, trois énoncés de politique et un article de revue en anglais, en français ou en portugais.
- Organiser des activités de diffusion et de mise en place de groupes d'appui dans le cadre du projet.

- Entreprendre un dialogue et établir de solides relations avec les intervenants en matière de politiques.
- Fournir des rapports semestriels écrits sur les aspects techniques et financiers du projet conformément au format demandé pour rendre compte aux bailleurs de fonds du projet.
- Soumettre les rapports provisoires de recherche dans la langue de l'étude et le rapport final en anglais et en français. Dans le cas des études focalisant sur les pays lusophones en Afrique, le rapport final sera présenté en portugais, en plus de l'anglais et du français.<sup>2</sup>
- Participer aux réunions internes du projet, au besoin, pour fournir des mises à jour sur le projet de recherche pays et les activités connexes.
- Participer au lancement, à la diffusion et aux autres réunions à l'échelle du projet.
- Participer, au besoin, aux réunions pour appuyer la présentation et l'examen de l'avancement du projet dans son ensemble.
- Collaborer et travailler en réseaux avec d'autres groupes de pays sur le projet.
- Toutes autres tâches nécessaires à la bonne exécution du projet.

### **Soumission, critères de sélection et dates**

Les propositions doivent être soumises en anglais ou en français par e-mail aux Coordonnateurs du projet Dzodzi Tsikata, Nana Akua Anyidoho et Michael Kpessa-Whyte à ([getsipa.ias@ug.edu.gh](mailto:getsipa.ias@ug.edu.gh), avec copie à [pis.getspa.ias@ug.edu.gh](mailto:pis.getspa.ias@ug.edu.gh) et [dzodzit@yahoo.co.uk](mailto:dzodzit@yahoo.co.uk)) avec comme objet clair «Proposition pour le projet de politique sociale de l'IAS».

Pour des questions spécifiques ou davantage d'éclaircissements sur cet appel, veuillez contacter Dzodzi Tsikata ([dtsikata@ug.edu.gh](mailto:dtsikata@ug.edu.gh); [dzodzit@yahoo.co.uk](mailto:dzodzit@yahoo.co.uk) ou appelez voire envoyez un WhatsApp au +233 208200842.

Date de publication: **12 janvier 2021**

Date limite de soumission des propositions: **21 février 2021** (*Les propositions reçues après le délai limite ne seront pas prises en compte*).

Les propositions reçues seront analysées par le Secrétariat du Projet. Les critères d'analyse et de sélection des propositions comprennent:

- Qualité de l'énoncé du problème, la méthodologie de recherche et la déclaration justificative des domaines de politique sociale ciblé par le projet.
- Portée des sources disponibles pour l'étude.
- Qualité des groupes d'appui et des activités de plaidoyer proposées.
- Qualifications et expérience pertinente des auteurs.
- Clarté de l'expression et qualité des grandes lignes du rapport de recherche.

---

<sup>2</sup> Des ressources supplémentaires seront fournies pour la traduction dans la seconde langue.

## Échéancier du projet

| <b>Date de livraison</b>                       | <b>Événement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 janvier 2021                                | Lancement de l'appel à propositions                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 21 février 2021                                | Date limite de soumission des propositions                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 7 mars 2021                                    | Informers les équipes du groupe de pays sélectionnées                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 17 mars 2021                                   | Atelier de lancement de projet                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 30 avril 2021                                  | Finalisation de la liste des partenaires, des cibles et des autres parties prenantes au niveau national; soumission des principaux documents de politique sociale à télécharger sur le site Web du projet.                                                                                                              |
| mi-mai 2021                                    | Webinaires sur l'avancement du projet et visites; approches par rapport aux intervenants                                                                                                                                                                                                                                |
| 15 juin 2021                                   | Soumission du rapport provisoire de recherche par groupe de pays                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 15 juillet 2021                                | Production d'échéanciers pour des moments importants dans l'élaboration des politiques sociales dans chaque pays; stratégie nationale de communication et de plaidoyer.                                                                                                                                                 |
| 30 juillet 2021                                | Commentaires du secrétariat du projet sur les rapports provisoires de recherche des groupes de pays                                                                                                                                                                                                                     |
| 31 août 2021                                   | Soumission du document final de recherche par groupe de pays                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 1 septembre – 30 novembre 2021                 | Publications par groupe de pays (3 blogs, 3 documents d'orientation, 1 projet d'article de revue)                                                                                                                                                                                                                       |
| Septembre à octobre 2021                       | Activités de diffusion nationale                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 15 mars - 15 décembre 2021 (de façon continue) | Activités communes du projet: groupe de lecture et webinaires; réunions d'avancement; ateliers de renforcement des capacités de communication sur la recherche et le plaidoyer; réunion annuelle du réseau du projet; visites de réseautage entre les équipes; visites de sites par l'équipe de gestion du projet, etc. |
| 15 mars - 15 décembre 2021 (de façon continue) | Réseautage et constitution de groupes d'appui                                                                                                                                                                                                                                                                           |